

Le 40^e congrès est ouvert : contribuez à l'élaboration de la base commune (p. 3)

STOP AU BLOCUS DE CUBA:
soyons nombreuses et nombreux, les 14 et
15 février pour montrer notre soutien et
notre solidarité au peuple cubain, victime
de l'impérialisme américain !
Après les menaces de Donald Trump et le
renforcement du blocus américain sur l'île
qui plongent ses habitants dans
d'immenses difficultés, la France doit agir
de consort avec les autres pays européens
d'une voix : touche pas à Cuba !
Mobilisons-nous partout en France et ce
dimanche à Paris, 14h 30 place Jacques
Rueff sur le Champ-de-Mars.



Vidéo

Dives-sur-Mer :
Le bastion du
«communisme
municipal»
face aux défis
du littoral (p. 4)

Fin du monde

La sociologue Anne Muxel, à qui l'on doit de belles enquêtes sur la jeunesse, avance, dans son dernier livre (*Inventaire des peurs françaises*) ce chiffre sidérant : 39 % des Français pensent que la fin du monde est proche. Muxel montre également que la peur (du déclassement, de l'isolement, de l'autre) alimente le vote RN. En somme, la peur fait voter à droite. Autre manière de dire, peut-être, que pour favoriser le vote démocrate, le vote communiste, il faut savoir redonner confiance, dans le collectif, dans l'engagement, dans l'entraide, l'avenir. Ça porte un nom : l'espérance. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

ATTAQUES DES SYNDICATS, INTIMIDATIONS ET RÉPRESSIONS, CHANTAGES PATRONAUX, CRIMINALISATION DES LUTTES ET DES LEADERS SYNDICAUX... SOPHIE BINET MISE EN EXAMEN POUR «INJURES PUBLIQUES»...



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

18 février, à partir de 18 h 30 : Conférence-débat essentielle avec Patrick Le Hyaric. Face aux reculs sociaux, aux dangers pour la paix et à l'offensive réactionnaire, organisons la riposte populaire. Salle Rosa Bonheur, La Norville (91)

21 février, à partir de 18 h 30 : Colloque « Faire vivre la mémoire de la résistance des femmes ». Avec la participation de Jean David Morvan, dessinateur, Sylvie Zaidman, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Musée de la Libération / Leclerc / Jean Moulin, Sabine Pesier, coprésidente du Mémorial national des femmes en résistaSiège du PCF (75019)

18 avril, à partir de 11 h 30 : Grand banquet des vétérans et leurs amis, présidé par Igor Zamichiei, coordinateur de l'exécutif national. Salle des fêtes, Saint Sornin (03)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

13 février, 18 h : Pour un monde plus juste et écologique, une Sécurité sociale de l'alimentation ?

13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel-le-s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de l'Humanité.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn.

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard.

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

Séance 5 des ateliers d'histoire du communisme
Fondation Gabriel Péri (22e étage de la Tour Essor - 14 rue Scandicci - 93500 Pantin)

Cette séance se propose d'explorer les dynamiques de construction et de consolidation d'une assise communiste à l'échelle municipale et locale pendant le Front populaire. Avec : Emmanuel Bellanger, directeur de recherche au CNRS. Mathis Bloch, doctorant en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Geoffrey Poitou, doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg. Animation: Louise Bur Palmieri, doctorante en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

<https://gabrielperi.fr/archives-histoires/le-front-populaire-a-lechelle-locale>

Accueil / Agenda

Les femmes communistes en résistance : un devoir de mémoire

ÉVÉNEMENT !

Les femmes communistes en résistance : un devoir de mémoire

21 février 2026
18h30 - 21h
Siège du PCF



FÉV
21

Samedi 21 février 2026 à 18h30

Le 40^e congrès est ouvert : contribuez à l'élaboration de la base commune

Un congrès est toujours un moment majeur dans la vie d'un parti. Il permet de dresser un bilan, de réactualiser nos analyses au vu de l'évolution du monde et de la société et surtout de se projeter collectivement dans l'avenir. Mais le 40^e congrès du Parti communiste français revêt un caractère tout à fait particulier. Il se tient dans une période de bouleversements profonds, où le capitalisme mondialisé montre ses limites et où la gauche fait face à un rétrécissement préoccupant de sa base sociale au profit de l'extrême droite. Dans ce contexte, le PCF a la responsabilité de prendre toute sa part à la reconstruction d'une force populaire capable de transformer en profondeur la société et faire définitivement reculer l'extrême droite.

Nous vivons une crise mondiale d'une ampleur inédite. Le modèle néolibéral, fondé sur la concurrence généralisée, la financiarisation de l'économie et la marchandisation du monde, arrive à épuisement. La globalisation libérale telle qu'elle s'est construite depuis les années 1990 touche à sa fin. Le monde entre dans une nouvelle phase marquée par la multipolarité, la remise en cause de l'hégémonie états-unienne, la dédollarisation partielle des échanges et des rapports de force internationaux profondément reconfigurés. Face à ces bouleversements, une partie de la classe capitaliste, à l'échelle mondiale, apporte des réponses autoritaires et réactionnaires. Le trumpisme et d'autres forces d'extrême droite prospèrent sur des colères populaires détournées de toute perspective émancipatrice. En France, l'incapacité du pays à peser sur la scène internationale, l'affaiblissement du tissu industriel et le recul des services



publics – en somme, le grand déclassé des travailleurs – nourrissent directement l'extrême droite. La gauche, quant à elle, peine à rassembler durablement le monde du travail et les classes populaires ; pire encore, elle tend trop souvent à effacer l'affrontement de classe.

Dans ce contexte, le PCF doit porter une nouvelle ambition pour le pays et pour le monde. Le 40^e congrès doit affirmer clairement le rôle que notre parti entend jouer dans les années à venir : être un outil utile au service des travailleurs pour la conquête des pouvoirs.

Affirmer l'ambition de l'Union du peuple de France et clarifier nos perspectives de transformation constituent une tâche centrale de ce congrès. Cela suppose de s'appuyer sur un bilan lucide de l'action

menée depuis les 38^e et 39^e congrès, afin de construire un projet solide, crédible, partagé et partageable. Cela implique également de mettre à niveau notre projet et le processus révolutionnaire que nous entendons engager pour construire une société émancipatrice. Bien évidemment, notre organisation, notre structuration, nos campagnes nationales, ou encore le rôle de nos directions seront au centre des débats de notre prochain congrès.

Face à la crise mondiale du capitalisme, à la résurgence de l'extrême droite et à l'étiollement de la base sociale de la gauche, ce congrès doit permettre au PCF de prendre pleinement sa place dans la bataille politique et sociale pour la conquête des pouvoirs.

Pour que la ligne de notre parti soit largement appropriée par les adhérents et en phase avec la réalité de notre parti, il est indispensable d'associer l'ensemble des adhérentes, des adhérents et des structures du Parti. La phase de contribution est ouverte ! Les contributions peuvent être diverses : porter sur l'analyse du monde tel qu'il est, débattre des orientations et des priorités du Parti, réfléchir à nos objectifs d'organisation et de structuration... L'ensemble des contributions viendra enrichir le travail de la commission texte du Conseil national. La base commune sera adoptée par le CN le dernier week-end de mars.

Les débats du 40^e congrès du Parti communiste français sont ouverts, participez, contribuez ! ☆

Léon Deffontaines

Dives-sur-Mer : Le bastion du «communisme municipal» face aux défis du littoral

Au cœur de la Côte Fleurie, entre les stations balnéaires de Cabourg et Houlgate, Dives-sur-Mer occupe une place singulière. Loin de l'image feutrée de ses voisines, cette ville forge son identité sur un passé industriel et ouvrier, s'affirmant comme un bastion historique du communisme municipal.

Le berceau : de l'usine à la mairie

L'identité de la commune est indissociable de l'usine Tréfinmétaux, installée en 1891. Véritable « ville dans la ville », ce site spécialisé dans le cuivre a employé jusqu'à 2 000 salariés après la Seconde Guerre mondiale. C'est dans ce creuset que naît une conscience ouvrière forte : dès 1936, les ouvriers de Dives sont les premiers à se mobiliser dans le Calvados.

Après avoir payé un lourd tribut à la Résistance, la mairie bascule officiellement en 1953 avec l'élection d'André Lenormand. Depuis, une continuité politique s'est installée, incarnée successivement par Francis Giffard, puis par Pierre Mouraret, maire depuis 2008.

Un modèle de résistance à la gentrification

Le communisme municipal divais se traduit par un refus catégorique de la « gentrification » qui touche le littoral normand. Contrairement aux communes

voisines, Dives privilégie une population permanente plutôt que saisonnière. Cette volonté s'appuie sur des outils concrets :

— **Logement accessible** : Constitution de réserves foncières pour bloquer les promoteurs, obligation de 30 % de logements sociaux dans les constructions neuves et majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, lancement d'un programme de construction de 200 logements en locatif et en accession sociale.

— **Solidarité active** : Mise en place du repas à 1 € à la cantine en 2022 et ouverture d'une crèche municipale en 2024.

— **Action sociale** : Un CCAS tourné vers le « bien vieillir » (soins à domicile, portage de repas à domicile, sport santé senior...).

— **La paix au cœur** : Cet engagement fort se concrétise par l'appartenance de Dives au réseau des villes pour la paix, le pavoisement de la mairie du drapeau palestinien le 23 septembre 2025, jour de la reconnaissance de l'État de Palestine par la France et la solidarité internationale avec l'accueil de deux familles ukrainiennes.

La culture comme outil de reconversion

Malgré le traumatisme de la fermeture de Tréfinmétaux en 1986, la ville a réussi sa mue. Le patrimoine



industriel a été réinvesti : l'ancien Beffroi de l'usine abrite désormais un Pôle national des arts de la marionnette et une école de musique. Le festival de la marionnette, créé en pleine crise industrielle, est devenu un symbole de résilience culturelle. Aujourd'hui, avec plus de 2 000 emplois sur son territoire, Dives concentre 60 % de l'activité de son intercommunalité.

Un héritage en mutation

Le défi actuel réside dans l'intégration au sein de la communauté de communes Normandie Cabourg Pays d'Auge. Pour les élus, l'enjeu n'est plus de construire une « île rouge » isolée, mais d'infuser ce modèle de solidarité à une échelle plus vaste. En tant que « poumon culturel » et garde-fou social, Dives-sur-Mer entend prouver qu'une autre voie est possible face aux politiques libérales et au « tout tourisme ».

Pierre Mouraret
Maire de Dives-sur-Mer

Urgence : Agir pour Cuba !

Partout en France, les 14 et 15 février, nous appelons les communistes, en lien avec les forces syndicales et associatives, à multiplier les actions de solidarité avec Cuba, à inonder les réseaux sociaux, à sensibiliser la population face au blocus criminel et à exiger que la France rompt avec sa complicité vis-à-vis de Washington !

Les faits : Dans la nuit du 29 au 30 janvier, D. Trump a publié un décret visant à empêcher toute livraison de pétrole à Cuba en pénalisant très fortement les pays qui continueraient à exporter des matières premières. Depuis, la communauté internationale alerte sur la crise humanitaire sans précédent qui pourrait s'abattre sur l'île, l'ONU parle même « d'effondrement humanitaire ». Le 6 février, le gouvernement a pris des mesures extraordinaires pour assurer le

minimum vital : santé, éducation, stockage d'aliments et de médicaments... Actuellement une large partie du pays est privée d'électricité, les transports et principales industries du pays sont à l'arrêt. Depuis le 10 février les avions de tourisme ne peuvent plus être alimentés en kérosène. Ces nouvelles mesures, venant s'ajouter au blocus illégal et criminel que Cuba subit depuis 1962, ne sont ni plus ni moins qu'une tentative de semer la faim, la misère afin d'asphyxier le pays

jusqu'à ce que le système s'effondre. C'est aussi un pas de plus vers une intervention militaire directe : repositionnement d'une partie de la flotte des États-Unis au large du pays, menaces explicites de bombardements et d'invasion. La France, acteur important de la grande Caraïbe, doit réagir ! Nous devons amplifier la solidarité et exiger que notre pays empêche un nouveau crime de guerre !

N'oublions pas que ce qui se passe à Cuba est une guerre. Une guerre atypique mais une guerre ainsi définie par le droit international quand il y a blocus. Elle n'a qu'un belligérant qui assiège et étouffe : les États-Unis et les pays qui, par soumission, le soutiennent. C'est une guerre qui fait des morts, pas dans la rue mais dans les maisons et les hôpitaux par manque d'aliments, de médicaments, de services, d'électricité, de moyens de transport, et qui pousse à l'exil des centaines de milliers de jeunes Cubains. C'est une guerre où l'agresseur conteste même à Cuba le droit de se défendre en l'accusant, quand il le fait, d'atteinte aux droits de l'homme. C'est une guerre où tout acte de vie à Cuba est un acte de résistance. C'est une guerre qui rend exemplaire et digne de respect le peuple qui y résiste depuis des décennies. C'est une guerre qui vise non seulement la souveraineté d'un État et celle d'un peuple d'exercer

son libre choix, mais l'aspiration à l'émancipation humaine qui anime tous les peuples, comme le nôtre, et que Fidel Castro résumait ainsi : « La révolution, c'est lutter pour nos rêves de justice pour Cuba et le monde qui est à la base de notre patriotisme, notre socialisme et de notre internationalisme. »

C'est pour éradiquer ces rêves qui animent des millions d'êtres humains, rêves de socialisme, de communisme, que la guerre est menée contre le peuple cubain.

Riposter à cette guerre, c'est dans tous les pays défendre sa souveraineté face à la volonté impérialiste de l'aliéner ; c'est exiger de notre gouvernement et de toutes les institutions des actes concrets de solidarité humaine et de défense du droit international.

Les États-Unis bafouent le droit international, mettons-le en œuvre ! Ils ferment la porte aux médicaments, aux aliments, au pétrole, alors imposons à notre gouver-



**AGIS
POUR CUBA !**

Dans la nuit du 29 au 30 janvier, D. Trump a publié un décret visant à empêcher toute livraison de pétrole à Cuba en pénalisant très fortement les pays qui continueraient à exporter des matières premières.

Sans pétrole pour alimenter le système électrique, les hôpitaux ne pourront plus fonctionner. Les coupures d'électricité durant parfois jusqu'à 18h par jour sont en train de se généraliser. Tous les services essentiels sont aujourd'hui menacés : transports, santé, éducation, industrie, livraison et conservation de nourriture et de médicaments.

Le 4 février le secrétaire général de l'ONU alertait sur le possible effondrement humanitaire dans l'île. Ces nouvelles mesures, venant s'ajouter au blocus illégal et criminel que Cuba subit depuis 1962, ne sont ni plus ni moins qu'une tentative de semer la faim, la misère afin d'asphyxier le pays jusqu'à ce que le système s'effondre.

C'est aussi un pas de plus vers une intervention militaire directe : repositionnement d'une partie de la flotte des États-Unis au large du pays, menaces explicites de bombardements et d'invasion.

**Il est temps que notre pays réagisse
et cesse d'être le paillason des USA !**

**Pour nous aider à envoyer
des containers, fais un don !**



uncontainerpoucuba.fr



nement qu'il en envoie, comme le font le Mexique, le Venezuela, la Chine, la Russie et tant de pays !

Ne pas le faire, comme tergiverse notre gouvernement, c'est, soyons clairs, afficher une complicité aux crimes étatsuniens qu'aucune déclaration lénifiante ne pourra masquer. ☘

Jean Querbes

réfèrent campagne Cuba PCF Gironde,
ancien député européen.

<https://uncontainerpoucuba.fr>

Après Belém, une première initiative pour d'autres financements pour le climat

L'appel « Pour une révolution des financements internationaux pour le climat », lancé depuis Belém (Brésil) en novembre dernier, quelques jours avant la COP30 sur le climat, appelait à construire un réseau international pérenne d'acteurs engagés pour porter ce combat (le dernier numéro d'*Économie&Politique* rend compte de cette initiative). Il a eu un premier prolongement lundi 2 février à Paris, à l'initiative d'*Économie&Politique* et de la revue *Option Brésil*, avec la participation d'Oxfam et de *Reclaim finance*.

Maria Luiza Lapa de Souza (*Option Brésil* et **Parti des travailleurs du Brésil**) a dénoncé le contraste entre les peuples autochtones qui agissent concrètement pour une autre vision du rapport entre l'humanité et la nature, d'une part, et, de l'autre, les puissances économiques financières qui tentent de convertir la catastrophe climatique en nouveaux champs d'accumulation aux dépens de ces populations. Elle a présenté l'appel lancé, en novembre à la rencontre de Belém, à un financement monétaire massif, par une émission de DTS (droits de tirage spéciaux

du FMI), de la transition écologique, et en particulier de la recherche, de l'éducation, de l'industrie, de l'emploi nécessaires à cette transition. Elle a rappelé la participation de la CUT (centrale unique des travailleurs brésiliens) à la rencontre de novembre et à l'appel.

Selma Huart (Oxfam) a rappelé qu'à Belém, toutes les négociations ont buté sur la question du finan-

cement. Les montants affichés sont gravement insuffisants, en particulier la contribution des pays riches, comme la France, au financement de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique dans les pays pauvres. Il ne s'agit pas de charité mais de rembourser une « dette climatique ». En matière de sources de financement, elle s'est félicitée du débat qui s'est développé autour de la « taxe Zucman ».

Frédéric Boccara (économiste, membre du Comité exécutif national du PCF), a souligné que les objectifs écologiques et sociaux qu'on doit se fixer face au changement climatique doivent être articulés avec les moyens nécessaires pour les réaliser, et avec les pouvoirs à conquérir pour cela. Qu'en réalité on se place dans la perspective d'un dépassement du capitalisme pour aller vers une société non marchande, une société de partage. Une société de biens communs pour coopérer avec le milieu naturel, comme le disent les représentants des peuples autochtones, tels Ailton Krenak. Relever le défi climatique entraînera des dépenses massives. Frédéric Boccara a mon-





tré comment les DTS, jouant le rôle d'une monnaie commune mondiale à la place du dollar, peuvent faire l'objet d'une création monétaire partagée entre pays du monde, affectée aux banques centrales pour qu'elles refinancent des crédits bancaires à taux proches de zéro, voire négatifs, pour des projets contribuant à réduire les émissions de CO₂. Cela suppose une transformation radicale du FMI et son intégration au système de l'ONU, qui doit lui-même être réformé. Mais un chemin est possible, à partir d'un Fonds entre quelques pays du Sud et du Nord, par exemple le Brésil et la France, expérimentant ce type de principes combinant apport et émission monétaire.

Lucie Pinson (directrice de Reclaim Finance, prix Goldman 2020 de l'environnement) tient d'abord à dire que les partis politiques, à son sens, ne prennent pas assez au sérieux la finance et les banques.

Pour elle, demander à la finance privée de sauver le climat, c'est comme demander à un pyromane d'éteindre un incendie. Les 60 plus grandes banques internationales continuent de financer massivement les énergies fossiles. La proposition de recourir aux DTS pour financer la transition climatique, notamment pour les pays du Sud, est donc un levier pertinent, même s'il ne doit pas être le seul, car ce mécanisme échappe à la logique des marchés financiers. Si le climat est désormais considéré comme une menace systémique, pourquoi ne pas les mobiliser ? D'autant plus que les exigences de rentabilité sont l'autre face de la logique des marchés financiers dont il convient de se dégager.

Pour la CGT, en l'absence de Benoît Garcia, retenu par une autre réunion, Fabienne Tatot a tenu à affirmer l'importance de cette entrevue qui rencontre tout à fait la préoccupation de son organisation, l'Ugict-CGT, de faire le lien entre la financiarisation et les vécus des salariés, tant sur leur conditions de travail que sur le sens de celui-ci et les buts des entreprises, dont l'écologie et les enjeux de transformation productive.

Un autre syndicaliste de la CGT insistera sur le besoin de mettre systématiquement sous tension, dans les luttes, le besoin de mobiliser les banques pour qu'elles appuient les projets alternatifs au lieu de relayer la pression du capital, voire d'ajouter à son coût.

La création d'espaces de travail, de débat et d'action, y compris internationaux, des initiatives de formation sur la création monétaire, viendront prolonger les échanges de cette soirée. Les participants se sont accordés à souligner la responsabilité des partis politiques pour prendre davantage en compte l'importance des questions liées au financement de l'économie. 🌱

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF

FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS DU TRAVAIL



À retrouver dès maintenant en librairie ou sur boutique.pcf.fr

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

10/16 février 1936 (6)

Victoire du Frente Popular

Le 13 février, Léon Blum est agressé et blessé par les Camelots du roi, la milice de l'Action française. Le directeur du *Populaire* quittait la Chambre des députés quand sa voiture est immobilisée, boulevard St-Germain, bloquée par le cortège funèbre de l'académicien royaliste Jacques Bainville. Les factieux reconnaissent le dirigeant socialiste, se mettent à crier « Blum à la Seine ! » et s'apprêtent à le lyncher ; il est sauvé par l'intervention d'ouvriers maçons travaillant dans les environs. Blum a été transporté à l'Hôtel-Dieu. Protestation indignée du PCF qui déplore la mansuétude du gouvernement à l'égard de l'extrême droite. « Le secrétariat du parti fait un devoir aux organisations du parti d'assurer la protection des militants », dit un communiqué. Une délégation de députés de gauche, dont Maurice Thorez, demande des mesures contre les ultras ; dans la soirée, l'Action

française est mise hors-la-loi.

Une manifestation de protestation des organisations de gauche est organisée le dimanche 16, du Panthéon à la Nation ; *l'Humanité* titre : « En prison, tous les chefs factieux sans exception ! Désarmement et dissolution de toutes les ligues fascistes ! » Plus d'un demi-million de Parisiens manifestent contre le fascisme assassin, titrera le lendemain le journal.

Toujours ce 16 février, victoire du Frente Popular en Espagne ; la coalition de gauche l'emporte avec 47,03 % des voix et 286 sièges (+ 186) devant le Bloc national, coalition des droites, 46,4 % (141 sièges, - 56). La coalition du Frente Popular inclut notamment le Parti communiste d'Espagne (PCE), le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), des partis républi-

cains et l'Union générale des travailleurs (UGT). Il est soutenu par les indépendantistes galiciens et catalans et par la CNT, Confédération nationale du travail (qui pour la première fois ne boycotte pas les élections).

Au programme du Frente Popular la libération des prisonniers politiques arrêtés après novembre 1933, réintégration des fonctionnaires suspendus ou licenciés pour des raisons politiques, révision de la loi sur l'ordre public, enquêtes sur les violences policières ; au plan économique extension de l'intervention de l'État dans les travaux publics. Notons que les femmes en Espagne ont le droit de vote depuis 1931.✳

Gérard Streiff



Le carré rouge (série) **Le Carré du parti** (3)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Cet espace s'étire sur une soixantaine de mètres environ, face au Mur des fédérés. L'entrée au Père-Lachaise se fait par la Porte de la Dhuis, aussi appelée Porte Gambetta. On tourne immédiatement à gauche et l'on emprunte une longue allée pavée, l'Avenue circulaire. Dès que s'amorce la descente, nous avançons dans l'un des principaux lieux de mémoire politique du Père-Lachaise, un espace où communient la mémoire des victimes du nazisme et du fascisme, des camps de concentration à la Résistance, et la mémoire du PCF et du mouvement émancipateur de la Commune, étroitement liés dans ce que nous avons appelé le Carré rouge.

Après avoir passé les monuments à la déportation, nous abordons sur notre droite les premières sépultures de ce « carré du parti » que nous allons suivre dans l'ordre de présentation des sépultures.

La première à se présenter est un imposant monument :

« Gloire à nos élus, héros et martyrs de la Résistance, assassinés par les nazis »

Le 1er novembre 1945 ont été inhumés sept élus de la Seine :

Maurice Gardette 1895-1941, Conseiller municipal du XI^e arrondissement, fusillé à Châteaubriant le 22-10-1941.

Léon Frot 1900-1942, Conseiller municipal du XI^e arrondissement, fusillé à Clairvaux le 13-1-1942.

René Le Gall 1899-1942, Conseiller municipal du XIII^e arrondissement, fusillé à Clairvaux le 7-3-1942.

Raymond Losserand 1903-1942, Conseiller municipal du XIV^e, fusillé Place Balard le 21-10-1942.

Corentin Cariou 1898-1942, Conseiller municipal du XIX^e arrondissement, fusillé à Compiègne le 7-3-1942.

Charles Michels 1903-1941, Conseiller municipal du XV^e arrondissement, fusillé à Châteaubriant le 22-10-1941.

Jules Auffret 1902-1941, Conseiller général de la Seine fusillé à Châteaubriant le 22-10-1941, inhumé avec son épouse **Laure Auffret née Pichon** 1902-1943.

Puis quatre autres camarades inhumés en 1946 :

René Maurier 1901-1942, secrétaire administratif du PCF fusillé le 11-4-1942 à Melun, inhumé le 3-2-1946.

Raymond Latarget 1911-1946, membre du Comité central du PCF, secrétaire de la fédération de la Seine du PCF tombé en mission le 2-9-1946, inhumé le 7-9-1946.

Louis Thorez 1905-1942, fusillé comme otage au Mont-Valérien le 12-8-1942, inhumé le 3-2-1946.

Alfred Martin 1904-1946, collaborateur du Comité central du PCF tombé en mission le 2-9-1946, inhumé le 7-9-1946 avec son épouse **Marina De Pieri**.

Ils sont morts pour que vive la France !

Des centaines de milliers de Parisien·nes assistent à leurs obsèques et les accompagnent de la Place de la République au Père-Lachaise.

Dans son éditorial de *l'Humanité* du 2 novembre 1945, Marcel Cachin écrira : « Envoyés à l'Hôtel de Ville, ils s'étaient donné de tout leur cœur à la défense des intérêts généraux et des revendications de leurs mandants. Ils avaient purifié de leur présence et de leurs interventions la maison si



longtemps et si souvent souillée par les topazes et les politiciens vénaux. Et, dans la fleur de l'âge, ils succombèrent pour n'avoir pas consenti à renier leurs idées, pour avoir proclamé leur fidélité au grand Parti qui avait fait d'eux des élus exemplaires et des hommes supérieurs. » ❖

Gérard Pellois

CPE XXL : Nous ne sommes pas des sous-travailleurs !

Le mercredi 28 janvier, le MEDEF a transmis aux organisations syndicales des propositions visant à remédier au problème de l'intégration des jeunes sur le marché de l'emploi. Ces propositions relèvent d'une offensive libérale assumée, dans un contexte de crise du capitalisme français et européen.

Première proposition : un CDI qui pourrait être rompu sans motif pendant les trois premières années. Seconde proposition : attaquer la rémunération, et proposer un SMIC jeune inférieur de 20 % du SMIC. Troisième proposition : rompre le cadre légal et les obligations patronales autour des contrats courts. Enfin, la dernière proposition entend supprimer la durée minimum de 24 h hebdomadaires pour les temps partiels.

Ces propositions ne sortent pas de nulle part. Elles s'articulent entre deux phénomènes. Le premier est celui de la crise des entreprises françaises, de la baisse de leur capacité à générer du profit, de la nécessité d'assurer un rendement toujours plus grand pour leurs actionnaires.

Le second phénomène concerne la situation de la jeunesse. Le taux de chômage des jeunes stagne aux alentours de 18 %. Les jeunes sans emploi, ni étude ou formation NEET concernent 12 % de la jeunesse. Dans les deux cas, ce sont les jeunes des catégories populaires qui sont le plus durement touchés. Derrière la question du travail se trouve un enjeu de classe.

C'est dans ce cadre qu'il faut entendre la proposition du MEDEF. Les références aux propositions avortées du CIP de 1994, au CPE de 2006 sont justes. Mais ces propositions sont surtout la suite d'un travail de sape concernant la formation professionnelle. Depuis son arrivée à la tête du MEDEF, Patrick Martin a déclaré

faire de la jeunesse sa priorité, son cheval de bataille. Main dans la main avec les gouvernements, le patronat entend généraliser l'apprentissage et ses conditions : salaires inférieur au SMIC, aide à l'embauche, etc. Autant de propositions qui creusent le déficit, précarisent in fine les jeunes et remplissent les poches du patronat.

Avec ces propositions, le MEDEF entend fixer l'agenda politique futur. Il souhaite fixer les axes de négociations pour la présidentielle. En réalité, le patronat veut profiter d'une situation de crise qu'il a lui-même engendrée afin d'avancer ses pions : il s'agit de trouver une main-d'œuvre flexible et bon marché, au dépend des jeunes eux-mêmes et de leur capacité à se projeter sur le long terme.

Nous l'affirmons : nous ne sommes pas des sous-travailleurs ! L'âge d'un salarié, peu importe son secteur d'activité, ne doit pas être un facteur régressif sur ses droits et son niveau de rémunération.

Nous ne pourrions pas sortir les jeunes de la précarité au prisme de basses mesures qui, en réalité, ne servent que les intérêts du patronat. Au MJCF, nous y opposons un modèle ambitieux, qui doit permettre à chaque jeune de s'émanciper à travers un travail utile, répondant à ses aspirations et aux besoins de la société. Nous revendiquons :

- La suppression de Parcoursup et la mise en place d'un grand service public de l'orientation, qui doit permettre à chaque jeune d'être accompagné dans son parcours de formation, du collège jusqu'à l'insertion professionnelle.
- La mise en place de statut protecteur pour les stagiaires et les apprentis. Le dispositif de formation ne doit plus être synonyme



CPE XXL
NON
MERCI

Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



de travail déguisé ; faisons des jeunes en lycées pro et en CFA un atout essentiel du redressement de notre économie.

- La création d'un million d'emplois pour révolutionner la France, dans les services publics et le secteur industriel. Nous ne répondrons pas aux défis auxquels nous faisons face sans planifier de façon ambitieuse les besoins auxquels nous devons répondre.★

L'urgence : relancer le désarmement nucléaire

Le 5 février 2026 restera un jour noir pour le désarmement nucléaire : à cette date a expiré le traité dit New Start, dernier traité bilatéral USA-Russie de limitation volontaire des arsenaux nucléaires des deux plus importants détenteurs de l'arme nucléaire. Signé à Prague le 8 avril 2010 par les présidents Obama et Medvedev, entré en vigueur en février 2011 pour dix ans, puis prolongé pour cinq ans, New Start s'inscrivait dans le prolongement des accords SALT des années 70 et des traités START des années 90 visant à la diminution et au contrôle des armements stratégiques : le traité de 2010 limitait à 700 le nombre de lanceurs nucléaires stratégiques déployés et à 1 550 le nombre de têtes nucléaires déployées sur ces lanceurs. Il établissait par ailleurs un nouveau système d'inspection et de vérification du respect des clauses de l'accord.

Comme l'a souligné le secrétaire général de l'Onu António Guterres dans une déclaration solennelle le 4 février 2026, « l'expiration du traité New Start, marque un moment grave pour la paix et la sécurité internationale. Pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle, nous faisons face à un monde sans aucune limite contraignante sur les arsenaux nucléaires stratégiques. Cette rupture survient au pire moment alors que le risque qu'une arme nucléaire soit utilisée est le plus élevé depuis des décennies ». Guterres de rappeler que tout au long

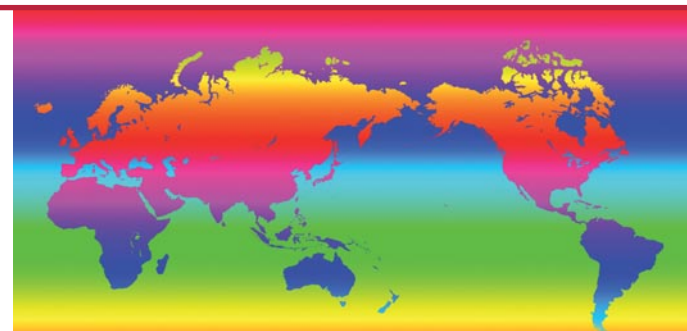


de la guerre froide et après celle-ci, le contrôle des armements nucléaires entre les gouvernements américain et russe a permis d'éviter la catastrophe. Ce sont des milliers d'ogives qui ont été retirées des arsenaux, des mécanismes d'inspection ont été mis en place, des lignes rouges clarifiées : l'architecture était imparfaite, mais elle réduisait l'espace de l'erreur et du malentendu. Cette patiente construction s'effondre aujourd'hui d'un seul bloc.

La fin de New Start intervient dans une période de tensions majeures entre grandes puissances, et de négociations sur le programme nucléaire iranien, soulignant l'urgence de relancer le désarmement nucléaire. Alors que le Traité de non-prolifération

nucléaire (TNP) dans son article 6 fait obligation aux États dotés de l'arme nucléaire d'agir de bonne foi pour le désarmement nucléaire, on assiste au contraire à la tentative de s'affranchir des limites imposées par les traités qui arrivent à expiration. Sous couvert de « modernisation », les puissances nucléaires développent leurs arsenaux, parfois même massivement comme la Chine qui cherche à combler son retard sur les USA et la Russie. La France n'est pas en reste comme en témoignent les orientations budgétaires récentes.

Dans ce contexte international plus que préoccupant, le risque, c'est celui de la banalisation de l'emploi et des conséquences de l'arme atomique,



- PLANÈTE

pourtant largement connues. Les associations de scientifiques et de médecins contre l'arme nucléaire, les « hibakushas » qui ont survécu aux bombes d'Hiroshima et Nagasaki, les organisations pacifistes telles le Mouvement de la paix et ICAN, le pape Léon XIV, les centrales syndicales internationales CSI et CSE, tous lancent l'alerte et réclament que l'on agisse de toute urgence pour stopper la spirale de la course aux armements, nucléaires en premier lieu. L'année 2026 pourrait être charnière : la XI^e Conférence d'examen du TNP se tiendra du 27 avril au 22 mai à New York, dans un contexte difficile, alors que lors des deux conférences précédentes, on avait échoué à produire un document final en 2015 et que celle de 2022 s'était également soldée par un échec. Du 30 novembre au 4 décembre aura lieu à New York la I^{re} conférence d'examen du TIAN (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires) après que se sont déjà tenues trois rencontres des États-parties en juin 2022, novembre 2023 et mars 2025. Ces deux conférences offrent l'opportunité de faire entendre les voix des peuples : il faut exiger des gouvernements et des diplomates qu'ils agissent concrètement pour le désarmement nucléaire. En France, nous appelons le gouvernement à jouer un rôle actif et indépendant lors de la conférence du TNP en faveur d'un processus de désarmement



nucléaire progressif, multilatéral et négocié conforme à l'article 6 du TNP. Nous appelons en outre à ce que la France participe au moins en tant qu'observateur, comme d'autres pays de l'UE, à la conférence d'examen du TIAN, de manière constructive et dans la perspective de rejoindre le Traité en tant que puissance nucléaire. Ainsi, notre pays, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, retrouverait tout son rôle et tout son crédit sur la scène internationale. 🇫🇷

Alain Rouy

Secteur international du PCF

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse :

Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



REJOIGNEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA